

TUNISIE

Le terrorisme migre vers la capitale

Le Président tunisien Béji Caïd Essebsi ne s'est pas rendu, mercredi, comme prévu, en visite d'Etat en Suisse. Et pour cause. La décision d'annuler cette visite a été prise, en dernière minute, suite à l'attentat meurtrier qui a fait exploser, mardi, à l'aide d'une charge de 10 kilogrammes de TNT, un bus de la Garde républicaine.

De Tunis, Kattou Mohamed

Selon le ministre de la Santé publique, l'attentat a fait 13 morts et 20 blessés parmi les éléments de la Garde républicaine y compris le kamikaze qui a fait actionner une ceinture bourrée d'une charge de 10 kilogrammes de TNT. Parmi les civils, on dénombre quatre blessés.

Avec ce genre d'attentat, les habitants de la capitale ont découvert un nouveau type de terrorisme – inhabituel pour eux – depuis que l'hydre terroriste s'est installée dans le pays. En effet, après avoir sévi durant quatre ans dans les diverses régions du pays, en particulier dans le Nord-Ouest, le terrorisme vient d'émigrer pour frapper fort, mardi dans la capitale. L'explosion qualifiée, officiellement, d'acte terroriste, s'est produite face au siège du RCD dissous et à quelques dizaines de mètres des sièges des ministères du Tourisme et

de l'Intérieur. C'était sur l'avenue Mohammed V, perpendiculaire à l'avenue Bourguiba, principale artère de la capitale. Il s'agit du premier acte spectaculaire depuis les attentats du musée du Bardo, en mars, et de Sousse, en juin derniers, attentats qui avaient fait plusieurs dizaines de morts, parmi les touristes, notamment.

Conséquences directes de l'attentat de mardi, outre l'annulation de la visite du chef de l'Etat en Suisse, on a enregistré la réaction positive de la centrale syndicale qui a annulé la grève régionale du secteur privé ainsi que celles des divers partis politiques qui ont condamné l'attentat, en particulier celle du chef du parti islamiste Ennahdha. Celui-ci a mis l'accent sur la nécessité, voire le devoir pour tous les Tunisiens «de placer leur confiance en la personne du Président Caïd Essebsi et d'apporter leur soutien au gouvernement de Habib Essid et aux



Des enquêteurs de la police scientifique relèvent des indices sur la carcasse du bus.

institutions sécuritaire et militaire». Cet appel revêt une importance capitale et un sens profond eu égard à la place qu'occupe le parti islamique sur la scène politique nationale.

Par ailleurs, dans une brève allocution prononcée le soir même, le président de la République a annoncé l'instauration de l'état d'urgence, pour un mois (conformément à la

réglementation en vigueur) et d'un couvre-feu de 21 heures à 5 heures dans le Grand-Tunis (gouvernorats de Tunis, de Ben Arous, de l'Ariana et de la Manouba). Selon le chef de l'Etat, d'autres mesures seront annoncées après la réunion du Haut-Conseil national de sécurité.

Par ailleurs, les causes de l'explosion ne sont pas encore, officielle-

ment, déterminées par le ministère de l'Intérieur qui a décrété l'état d'alerte maximum. Ce degré d'alerte a été confirmé, mercredi matin, par la cellule de crise et un Conseil de ministres extraordinaire réunis, successivement, sous la présidence du chef du gouvernement. Celui-ci a mis l'accent sur la nécessité de respecter, à la lettre, le couvre-feu et l'état d'urgence et d'appliquer rigoureusement la loi relative à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.

Pour certains, le bus aurait touché une bombe placée sur sa route alors qu'un kamikaze aurait actionné sa ceinture d'explosifs devant la portière du véhicule. Sur un autre plan, des mesures préventives draconiennes ont été prises pour renforcer la sécurité dans les ports maritimes.

Dans les aéroports, les contrôles seront rigoureux et seuls les voyageurs seront admis à y accéder à travers une issue unique. 60 kilomètres plus loin, la zone touristique de Hammamet-Sud a été quasiment fermée. Selon une radio privée, la ville a été encerclée par les agents de sécurité qui assurent un contrôle rigoureux de tous les véhicules.

K. M.

APRÈS LES ATTENTATS DE PARIS, LES SERVICES BELGES S'INTÉRESSENT DE PRÈS AU DJIHADISME D'OBÉDIENCE MAROCAINE

Un terrorisme en cache toujours un autre

«La Belgique recherche activement» dix djihadistes lourdement armés. Didier Reyders, ministre belge des Affaires étrangères, a créé davantage de panique dans un pays qui n'en avait pas tellement besoin.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les peines et souffrances actuelles du plat pays de Jacques Brel suffisent. Par cette déclaration, il met encore plus de pression sur les services de sécurité et sur ses concitoyens. A la décharge du «relex» du royaume de Philippe et de la charmante Mathilde, tout le monde, ici, est énervé.

Sur le pied de guerre. Les descentes punitives sur Paris du vendredi 13, toutes planifiées et parties de Bruxelles, ont balancé la Belgique dans la colère, humilié l'Etat et, sans doute, vont-elles reconfigurer le «vivre-ensemble» à la belge. Molenbeek, «le petit Maroc», est dans le viseur des pouvoirs publics.

Majorité et opposition, société civile, leaders d'opinions, représentants du culte musulman, tous s'accordent à considérer que, dorénavant, ici, plus rien ne sera «comme avant».

Pourtant, la marge de manœuvre pour remédier à cela est maigre, bien trop maigre pour espérer des résultats spectaculaires autres que ceux, répressifs, déjà annoncés. Encore que !

Que faire ? Recruter davantage de policiers, d'éducateurs, d'animateurs de quartiers, de gendarmes ? C'est une voie à suivre, assurément ! Pourtant, rien n'indique que la Commission européenne, le sévère surveillant général des dépenses publiques, permette à la Belgique de dépenser plus que de raison.

Les moments d'émotion et de peur passés, le risque est grand de voir les choses redevenir comme elles étaient avant que Paris n'explose. Il est vrai, cependant, que les bourgmestres qui ont eu à gérer Molenbeek, le socialiste Philippe Moureaux et la libérale Française

Schepmans, sont montés au créneau et, courageusement, pris leurs responsabilités.

Mayeurs de cette étrange municipalité bruxelloise plus de 60 % de la population est d'origine marocaine (Nador, Oujda, Berkane, Figuig, Hoceima) liée au Makhzen ont reconnu avoir «par endroits failli». C'est courageux !

D'obédience marocaine, les attentats «bruxellois» de Paris ouvriront, c'est évident, une crise entre Bruxelles et Rabat. Le renseigne-

ment belge n'accepte pas, ne gobe pas que le Maroc n'ait pas informé des préparatifs meurtriers visant la capitale française.

La presse spécialisée, ici, ouvre des pistes qu'il sera, à l'avenir, difficile de ne pas emprunter. Pour certains analystes, Rabat «peut avoir perdu la main» sur ses islamistes d'Europe au profit des mouvances djihadistes, takfiristes nourries aux mamelles du wahhabisme saoudien et que, les «tartarinades» du Makhzen concernant sa gestion de sa diaspora à l'étranger sont pure affabulations. L'autre thèse serait que Rabat qui s'est habitué – et plus – à manipuler le terrorisme contre son voisin de l'Est, l'Algérie, a

dormi tranquille croyant que les tueurs n'iraient pas au-delà. Une troisième hypothèse relayée dans la capitale européenne est, pourtant, tout aussi crédible.

Les «services» marocains n'ont plus les moyens de s'occuper des Marocains de l'étranger tout occupés qu'ils sont à gérer la question de la «marocanité» du Sahara occidental. Pays pauvre, en crise, le Maroc doit en plus, porter un budget militaire lourd, de plus en plus lourd. Rien ne garantit, selon les experts occidentaux, que Rabat puisse tenir le rythme de dépenses militaires dans les années à venir.

Des concessions majeures sur le dossier sahraoui sont, selon ces

expertises, souhaitées et même demandées par des courants proches des sphères décisionnelles du palais de Rabat.

Les Belges, sans doute, les autres membres de l'Union européenne, ensuite et notamment la France, s'intéressent beaucoup au djihadisme d'obédience marocaine.

Molenbeek, «le petit Maroc», n'est que la face émergée de l'iceberge. Les chiffres les plus saisissants ont trait au nombre des combattants marocains au sein de Daesh.

Plus de quatre mille selon des indiscretions policières du royaume de Belgique, évidemment !

A. M.

AVION RUSSE ABATTU AU-DESSUS DE LA SYRIE

La Russie «ne fera pas la guerre» à la Turquie malgré une «provocation planifiée»

La Russie «ne fera pas la guerre» à la Turquie malgré le crash d'un avion de guerre russe, abattu près de la frontière syrienne par l'armée turque, que Moscou considère comme une «provocation planifiée», a déclaré hier le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

«Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée», a-t-il estimé lors d'une conférence de presse. Cependant, «nous ne ferons pas la guerre à la Turquie, nos relations avec le peuple turc n'ont pas changé», a affirmé M. Lavrov, peu après que le président turc Recep Tayyip Erdogan eut déclaré que son pays n'a «absolument aucune intention de provoquer une escalade après cette affaire».

Le ministre russe des Affaires étrangères a également annoncé avoir discuté «environ une heure» avec son homologue turc, Mevlut Cavusoglu. Le ministre turc a «tenté de justifier les décisions de l'armée de l'air turque» en affirmant que

l'avion russe «a volé au total 17 secondes dans l'espace aérien turc», selon M. Lavrov.

Pour autant, «cette attaque est totalement inacceptable», a déclaré M. Lavrov, ajoutant que Moscou allait «sérieusement réévaluer» les relations entre les deux pays.

Le chef de la diplomatie russe s'est en outre dit prêt à «examiner sérieusement» la proposition du président français François Hollande de fermer la frontière turco-syrienne afin d'arrêter le flux de combattants jihadistes. «Il s'est amassé sur le territoire turc trop d'éléments qui présentent une menace terroriste directe pour nos citoyens», a-t-il affirmé. Un chasseur-bombardier Su-24 russe a été abattu mardi par l'armée turque, qui affirme qu'il se

trouvait dans l'espace aérien turc, tandis que Moscou assure à l'inverse qu'il a été abattu dans le ciel syrien.

L'un des deux pilotes, qui ont pu s'éjecter avant le crash, a été tué par des rebelles syriens avant de toucher le sol, selon Moscou. Le second a pu être ramené à sa base au terme d'une opération menée par les forces syriennes et des troupes russes, d'après le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou.

Un soldat russe a été tué lors de cette opération de sauvetage, avait annoncé dès mardi soir l'état-major russe. Cet accrochage, le plus grave survenu depuis le début de l'intervention militaire russe en Syrie fin septembre, a provoqué une grave crise entre Ankara et Moscou.

Par ailleurs, plusieurs centaines de manifestants ont jeté des pierres et brisé des vitres de l'ambassade de Turquie à Moscou au lendemain de cet incident, a constaté mercredi un photographe de l'AFP présent sur

place. Les manifestants, quasiment tous des hommes âgés de 20 à 30 ans, se sont réunis en début d'après-midi devant l'ambassade de Turquie où ils ont crié des slogans hostiles au président turc Recep Tayyip Erdogan, sous le regard de la police qui n'est pas intervenue.

Des bouteilles mais aussi des avions en papier ont été lancés sur l'ambassade, certains manifestants portant des pancartes sur lesquelles étaient écrits «La Turquie va rester sans gaz» ou «Coup de poignard dans le dos», reprenant les mots du président russe Vladimir Poutine.

Les manifestants, qui étaient au moins 500 selon le photographe de l'AFP sur place, ont également brandi des drapeaux russe et syrien devant l'ambassade, située dans le centre-ville de Moscou.

Selon la radio indépendante Ekho Moskv, citant des témoins oculaires, une dizaine de manifestants ont été arrêtés par les forces de l'ordre.